

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**Ministère de l'écologie,
du développement durable
et de l'énergie**

—
NOR :

DÉCRET n°[] du []

**modifiant le décret n° 2003-799 modifié du 25 août 2003
relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux
et des forêts et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement.**

***Publics concernés :** Ingénieurs des travaux publics de l'Etat et fonctionnaires des corps techniques de l'équipement.*

***Objet :** Modification des critères de versement et de certains coefficients de grades entrant dans le calcul de l'indemnité spécifique de service.*

***Entrée en vigueur :** 1er janvier 2012.*

***Notice :** Le décret majore pour certains corps le coefficient de grade entrant dans le calcul de la dotation annuelle d'indemnité spécifique de service d'un agent ainsi que les bonifications qui peuvent être attribuées.*

***Références :** Les textes modifiés par le présent décret peuvent être consultés, dans leur rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).*

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, de la ministre de l'égalité des territoires et du logement, de la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, du ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et du commerce extérieur, chargé du budget,

Vu le décret n° 2003-799 modifié du 25 août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement,

DECRETE

Article 1er

L'article 4 du décret du 25 août 2003 susvisé est modifié, pour ce qui concerne les coefficients des corps et grades de fonctionnaires suivants :

II. – Corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat

- Ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat détaché sur l'emploi fonctionnel d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du premier groupe :63 ;
- Ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat détaché sur l'emploi fonctionnel d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du deuxième groupe :56 ;
- Ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat ayant au moins cinq ans d'ancienneté dans le grade (à compter du 6ème échelon) :51 ;
- Ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat n'ayant pas cinq ans d'ancienneté dans le grade (à compter du 6ème échelon) :43 ;
- Ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat (du 1er au 5ème échelon inclus) :43 ;
- Ingénieur des travaux publics de l'Etat (à compter du 7ème échelon) :33 ;
- Ingénieur des travaux publics de l'Etat (du 1er au 6ème échelon inclus) :28.

III. – Corps des techniciens supérieurs de l'équipement

- Technicien supérieur principal, technicien supérieur en chef :18 ;
- Technicien supérieur :13,5.

IV. – Corps des contrôleurs des travaux publics de l'Etat

- Contrôleur divisionnaire des travaux publics de l'Etat :18 ;
- Contrôleur principal des travaux publics de l'Etat :16 ;
- Contrôleur des travaux publics de l'Etat :10.

VI. – Corps des dessinateurs

- Dessinateur chef de groupe, dessinateur :8.

VII. – Corps des experts techniques des services techniques

- Expert technique principal, expert technique :8.

Article 2

L'article 5 du décret du 25 août 2003 susvisé est complété par les dispositions suivantes, pour ce qui concerne les bonifications de points dont peuvent être assortis les coefficients prévus à l'article 4 dudit décret :

« - les contrôleurs des travaux publics de l'Etat du premier grade affectés dans les services chargés de la gestion et de l'entretien du domaine public maritime, fluvial (non navigué) et portuaire non décentralisé, ainsi que de l'exploitation et de la maintenance des ouvrages qui y sont situés : + 2 points. »

Article 3

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, la ministre de l'égalité des territoires et du logement, la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et du commerce extérieur, chargé du budget, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le []

Par le Premier ministre :

La ministre de l'écologie,
du développement durable et de l'énergie,

La ministre de l'égalité des territoires
et du logement

La ministre de la réforme de l'Etat,
de la décentralisation et de la fonction publique,

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie,
des finances et du commerce extérieur,
chargé du budget